Une seule solution : la régularisation !

Le collectif Chabatz d'entrar sonne l'alerte, depuis plusieurs années, sur les problématiques liées à l'hébergement et à la non régularisation des personnes sans papiers.

Le 1er octobre 2020, l'une des composantes du collectif Chabatz d'entrar (la CGT), a rencontré le préfet autour des questions liées à l'emploi : travail dissimulé, traite humaine, égalité entre tou-te-s les travailleurs... et a demandé la réquisition d'un bâtiment pour mettre en sécurité ces personnes le temps de l'hiver, de la pandémie de Covid et de la régularisation de leurs situations administratives (titres de séjours, récépissés avec autorisation de travailler, asile...).

La préfecture n'a pas souhaité répondre favorablement aux différentes revendications :

- **Récépissés avec autorisation de travailler de 6 mois renouvelables sans conditions pendant 2 ans** (sur le modèle de ce qui a été fait à Paris suite à la condamnation de la plateforme Frichti), **seuls moyens efficaces de lutter contre l'exploitation et la concurrence déloyale entre les travailleurs, ce qui profite uniquement au patronat.**

- **Création immédiate de 200 places d'hébergement.**

Début août 2021, face à l'urgence de la situation (voir détails au recto) la **réquisition immédiate de la tour des associations de Beaubreuil** déjà visée en octobre 2020 a été redemandée . En effet, cette tour ne fait pas partie du nouveau plan d'urbanisme, elle a pourtant été progressivement vidée des ses associations et donc de son sens depuis plusieurs années, la laissant à **90% inocupée**.

A l'heure actuelle, la préfecture n'a toujours pas répondu à cette sollicitation qui pourtant répond à l'urgence de la situation tant sur le plan humain que sanitaire.

Doit-on comprendre que cette non réponse de la préfecture signifie de laisser des femmes, des hommes et des enfants dormir dehors ?

ACCUEILLIR LES RÉFUGIÉS, LES MIGRANTS ?

NOUS DISONS OUI !

Depuis le début de l'été, des dizaines de personnes se retrouvent à la rue sans solution, car :

- Le 115, rejette à la rue des personnes (familles, célibataires...)
- Le 6 juillet, le squat de la Révolution a été expulsé.
- Le conseil départemental (sans preuves et démarches) a décidé de ne plus prendre en charge certain-e-s mineur-e-s non accompagné-e-s [MNA].

Face à cette réalité inhumaine, des citoyen-ne-s solidaires ont décidé d'agir en les hébergeant eux-mêmes. C'est grâce à cette entraide, qu'une septentaine de personnes a trouvé refuge dans une chambre d'ami, sur un canapé ou sur un matelas de campement, pour un soir ou plusieurs jours. Mais cette situation ne peut pas durer plus longtemps !

En effet, plusieurs dizaines d'enfants sont concernés par cette situation de précarité alors qu'ils ont dû faire leur rentrée scolaire sansl'assurance d'avoir un toît le soir suivant.

Les **MNA, doivent être (re)pris en charges par le conseil départemental** qui doit remplir son rôle et assumer ses responsabilités.

Après avoir essayé la repression (OQTF, IRTF), la Préfecture doit faire évoluer son mode de réponse jusqu'alors inneficace et contre productive en acceptant la proposition qui lui a été faite : **récépissé avec auorisation de travailler de 6 mois renouvelables sur 2 ans sans condition.**

Ces personnes sans papiers n'ont pas l'intention de quitter la France, elles déclarent tous les ans leurs impôts, leurs enfants sont scolarisés dans les mêmes écoles que les nôtres, elles sont bénévoles dans de nombreuses associations, qui pendant la période Covid ont uniquement pu fonctionner grâce à elles.

Elles vivent ici, elles bossent ici donc elles restent ici !

Rassemblement à 18h30
Lundi 13 septembre 2021
devant la Préfecture 87

Le collectif CHABATZ d'ENTRAR comprend des :
Associations : la CIMADE, le Collectif des Sans Papiers, la Coordination des Intermittents et Précaires, Dessine-moi un logement, Les Affolé-e-s de la Frange, la Libre-Pensée, la Ligue des Droits de l'Homme, la Maison des Droits de l'Homme, Le Mas d'Eymoutiers, le MRAP, le Planning Familial, ...
Syndicats : CGT, CNT, FSU, JS, Solidaires, ...
Partis politiques : Ensemble !, JC, Les Verts, LO, NPA, PCF, PG, VP, ...
et de nombreux citoyen-ne-s.